Le coût du capital
et
notre stratégie syndicale

Nasser Mansouri Guilani
Pôle économique
Espace revendicatif

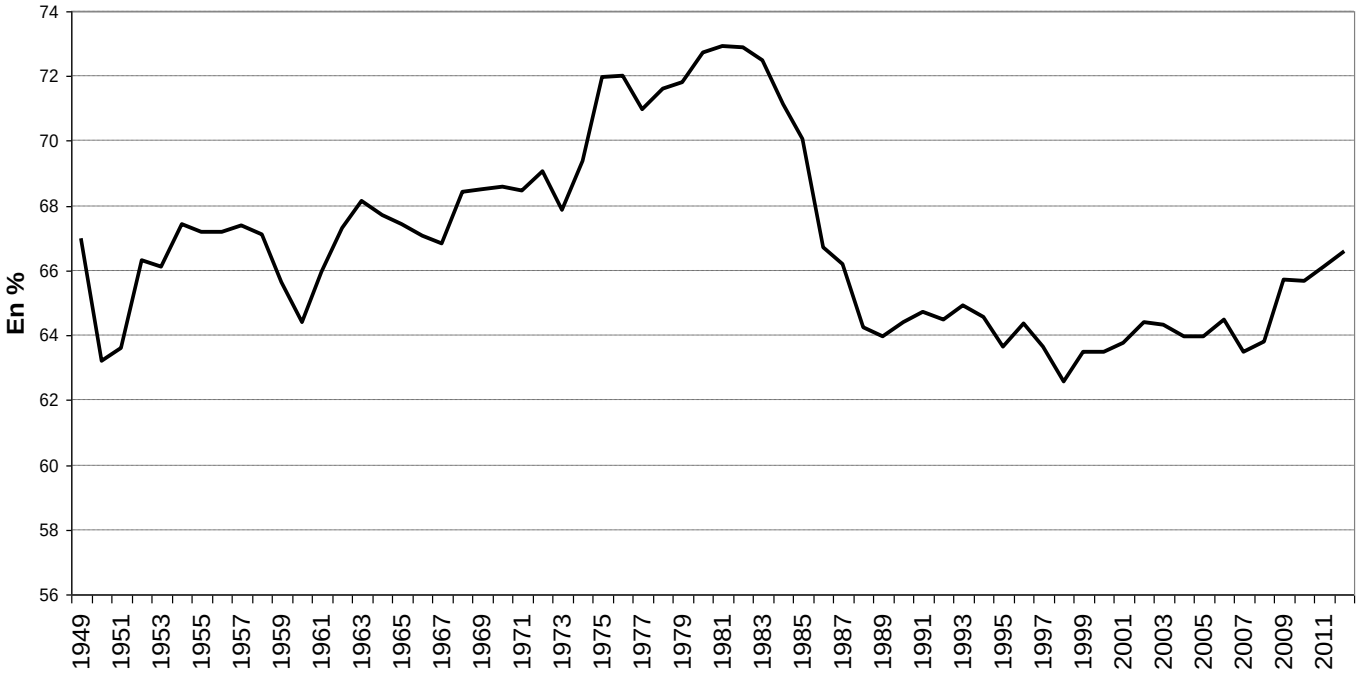
- Premier point

Ce qui se passe

Le partage des richesses au détriment du travail est à l'origine de nos difficultés

- La part des salaires (y compris cotisations sociales) dans la valeur ajoutée des entreprises industrielles et de services a reculé de 10 points entre 1983-1989
  - Chaque point de valeur de ces entreprises représente 10 mds € par an
  - Si la part des salaires était ramenée au niveau d'il y a trente ans, les salariés auraient droit à100 mds € de plus
  - Avec des retombées positives sur
    - Emploi
    - Caisses de l'État et de la Sécurité sociale…

Part des salaires dans la valeur ajoutée



Source: Cgt, pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

La désindustrialisation accentue la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée

- Désindustrialisation:
  - Baisse de la part de l'industrie dans la production totale
    - Part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale
      - 18% en 2000
      - 12% aujourd'hui (26% en Allemagne)
  - Chute de l'emploi industrielle:
    - deux millions d'emplois industriels perdus en trente ans
    - Part de l'industrie dans l'emploi total:
      - 26% en 1980
      - 12 % aujourd'hui

Pourquoi?

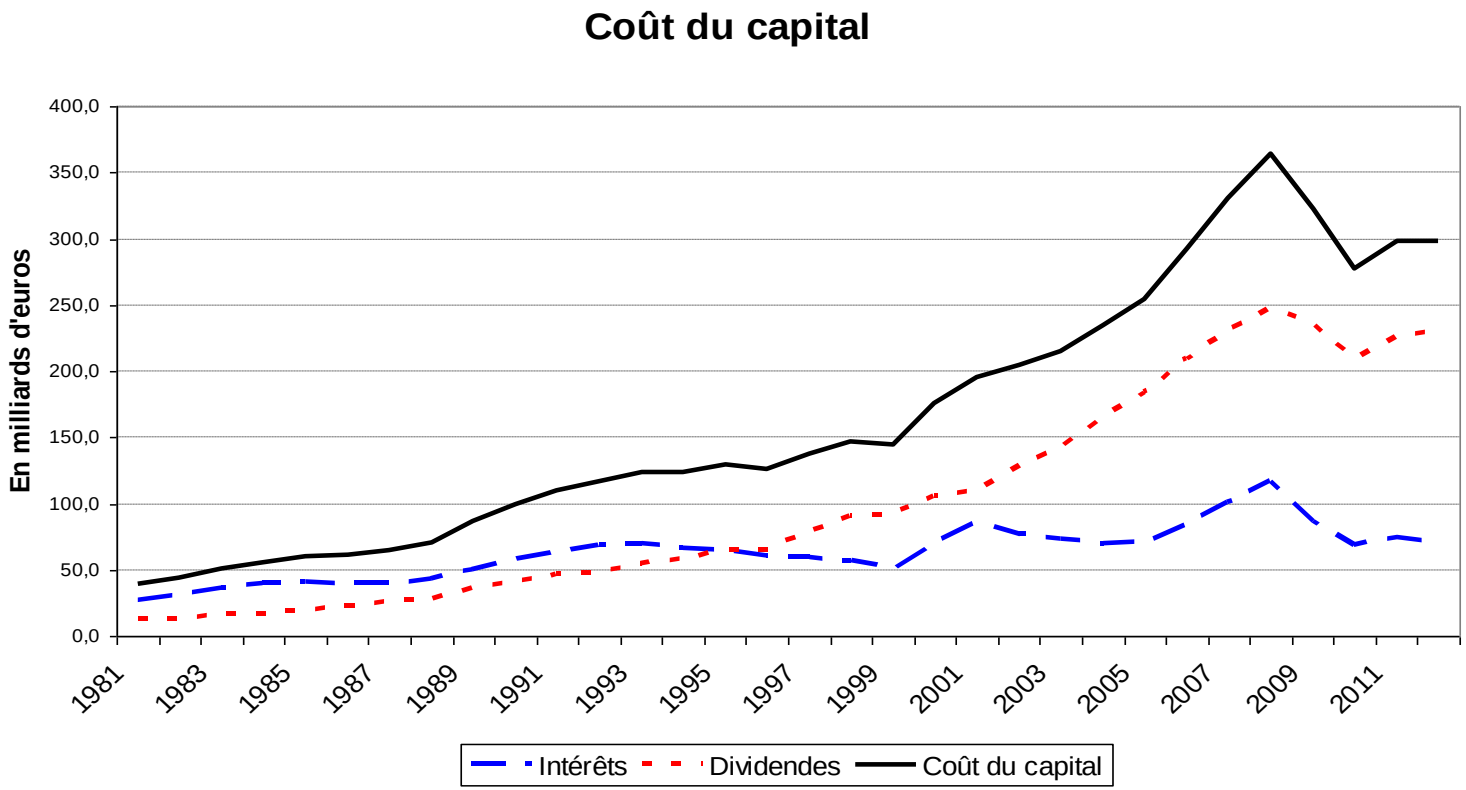
- Les salaires sont, en moyenne, 20% plus élevés dans l'industrie.
- En générale:
  - La précarité est plus étendue dans les services
  - Les convention collectives protègent mieux les salariés dans l'industrie
- Le recul de l'industrie et de l'emploi industriel vont de pair avec la généralisation de la précarité et tirent vers le bas le niveau général des salaires dans l'ensemble de l'économie

La baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée va de pair avec la financiarisation de l'économie

- Financiarisation:
  - Développement des marchés financiers
  - Généralisation de l'exigence de rentabilité financière dans:
    - tous les secteurs d'activité
    - toutes les entreprises, quelle que soit leur taille
  - La financiarisation chamboule la logique de gestion:
    - Gestion classique: production, emploi et rémunération, investissement, impôts, provisions, distribution des dividendes
    - Gestion financiarisée: d'abord distribution des dividendes, puis ajuster emploi, salaire, investissement, délocalisation… en fonction de cet objectif

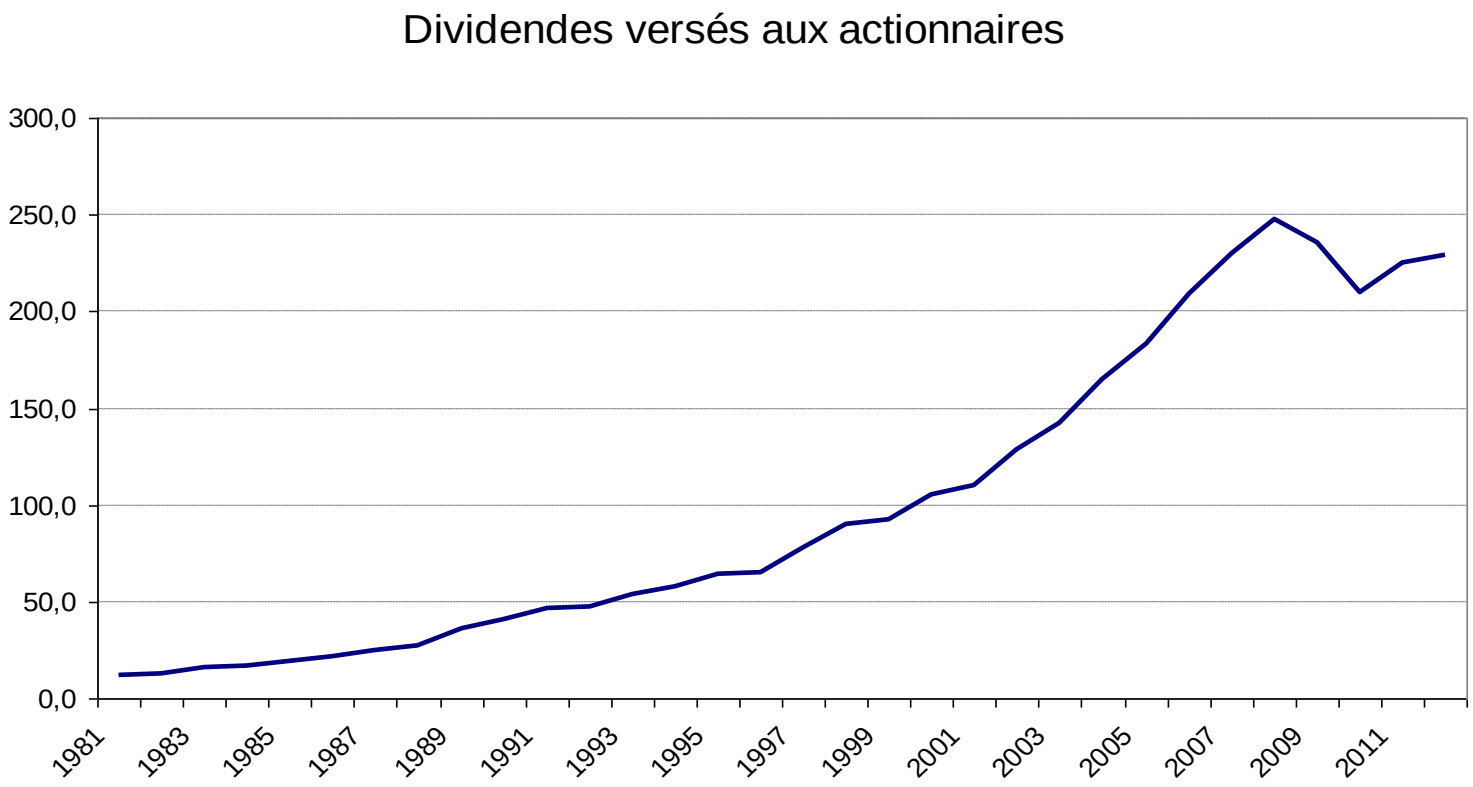
La financiarisation renchérit le coût du capital

- Coût du capital
  - Intérêts versés aux créanciers, notamment les banques
  - Argent versé aux propriétaires notamment sous la forme de dividendes
  - Il faut y ajouter le foncier qui va de pair avec la spéculation
- Argument des libéraux pour justifier la Bourse, le développement des marchés financiers
  - Le système bancaire est coûteux
  - Le développement des marchés financiers permet de réduire les coûts financiers de l'entreprise



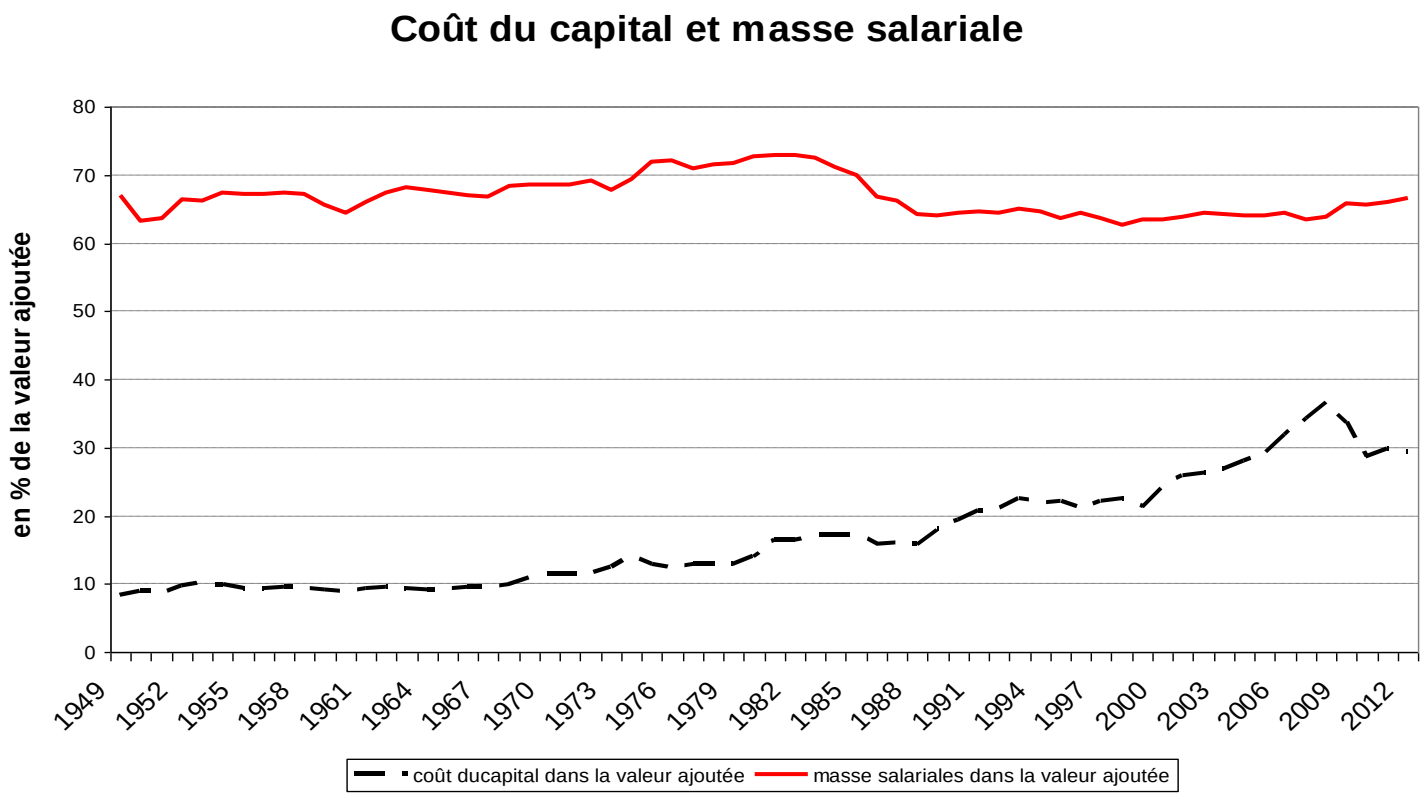
Source: Cgt, pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

En trente ans, le montant des dividendes a été multiplié par 20



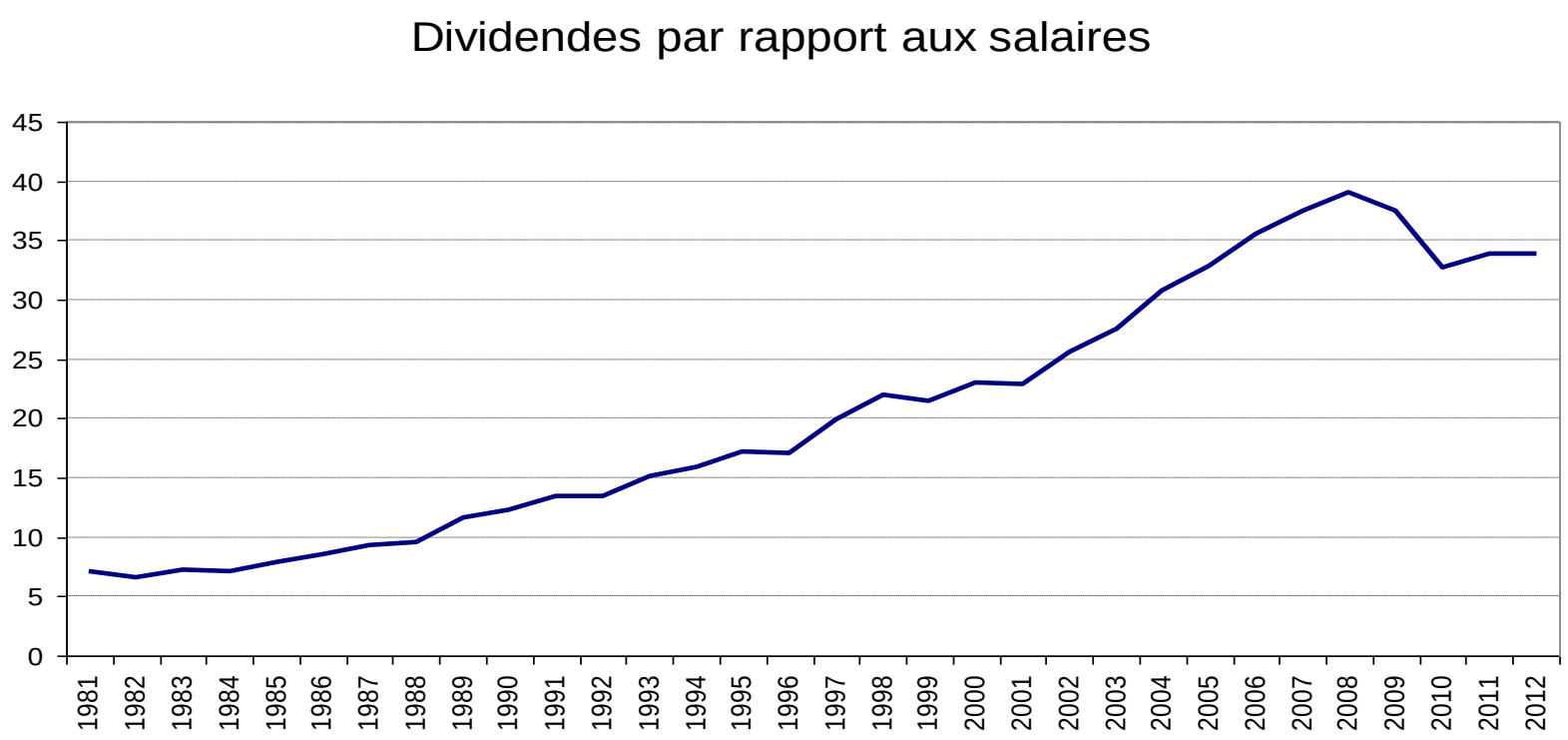
Source: Cgt, pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

Ce qui handicape notre économie, c'est bien le coût du capital



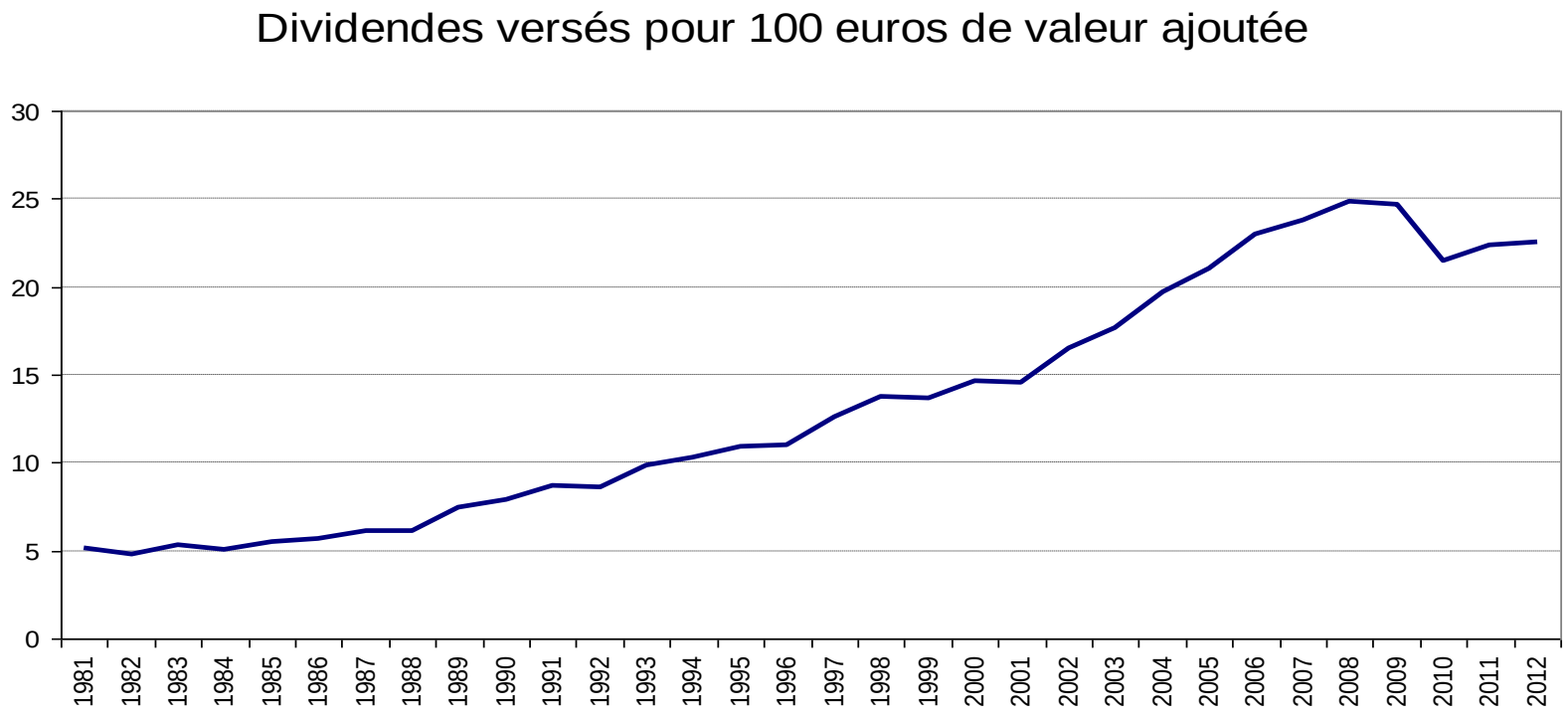
Source: Cgt, pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

Il y a trente ans, pour 100 euros de salaire les entreprises versaient 7 euros de dividendes, aujourd'hui elles en versent 34 euros, soit 5 fois plus



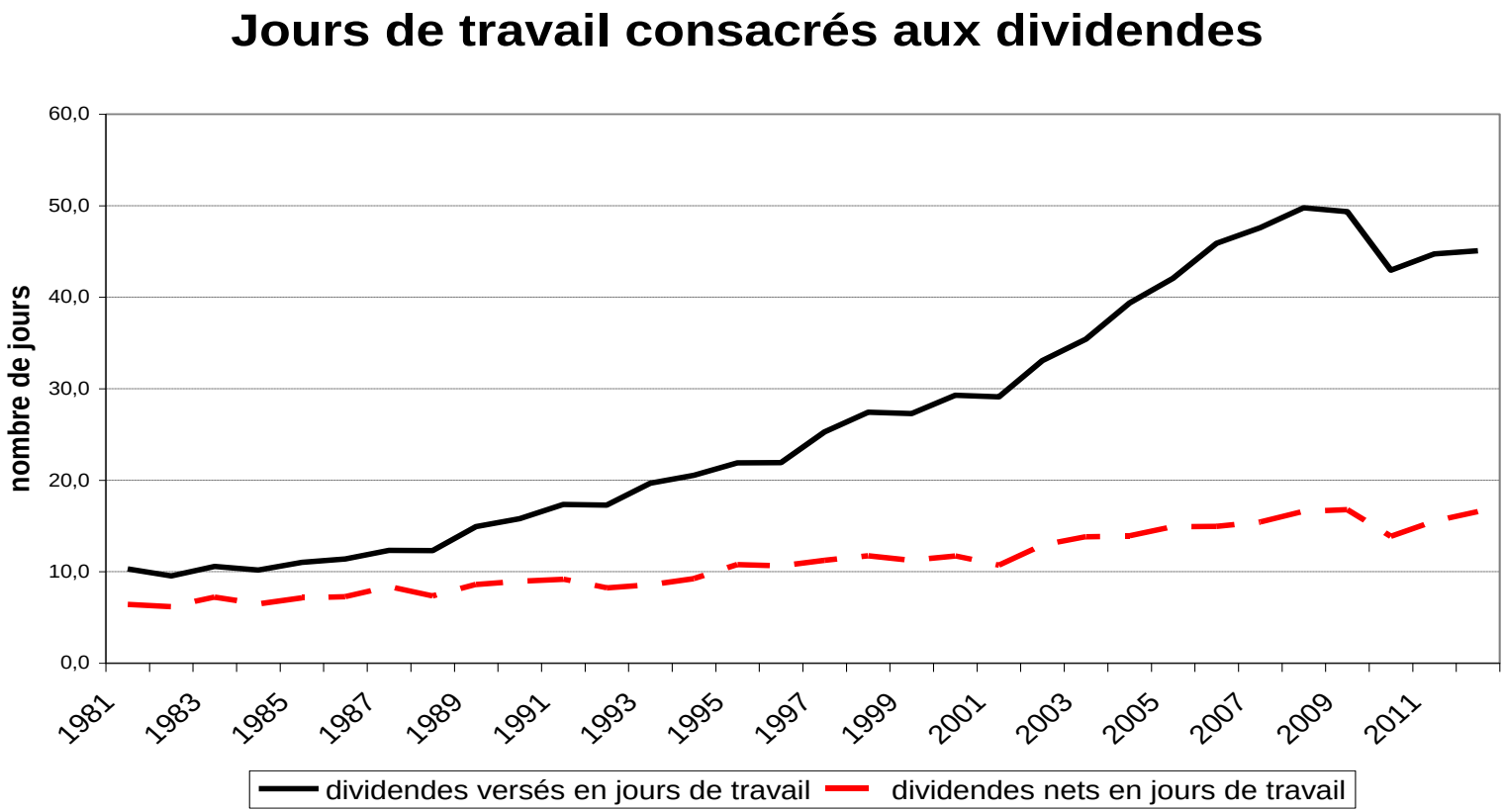
Source: Cgt, pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

Il y a trente ans, pour 100 euros de valeur ajoutée les entreprises versaient 5 euros de dividendes, aujourd'hui elles en versent 23 euros, soit 5 fois plus



Source: Cgt, pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

Il y a trente ans, les dividendes versés représentaient 10 jours de travail, contre 45 jours en 2012



Source: Cgt, pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

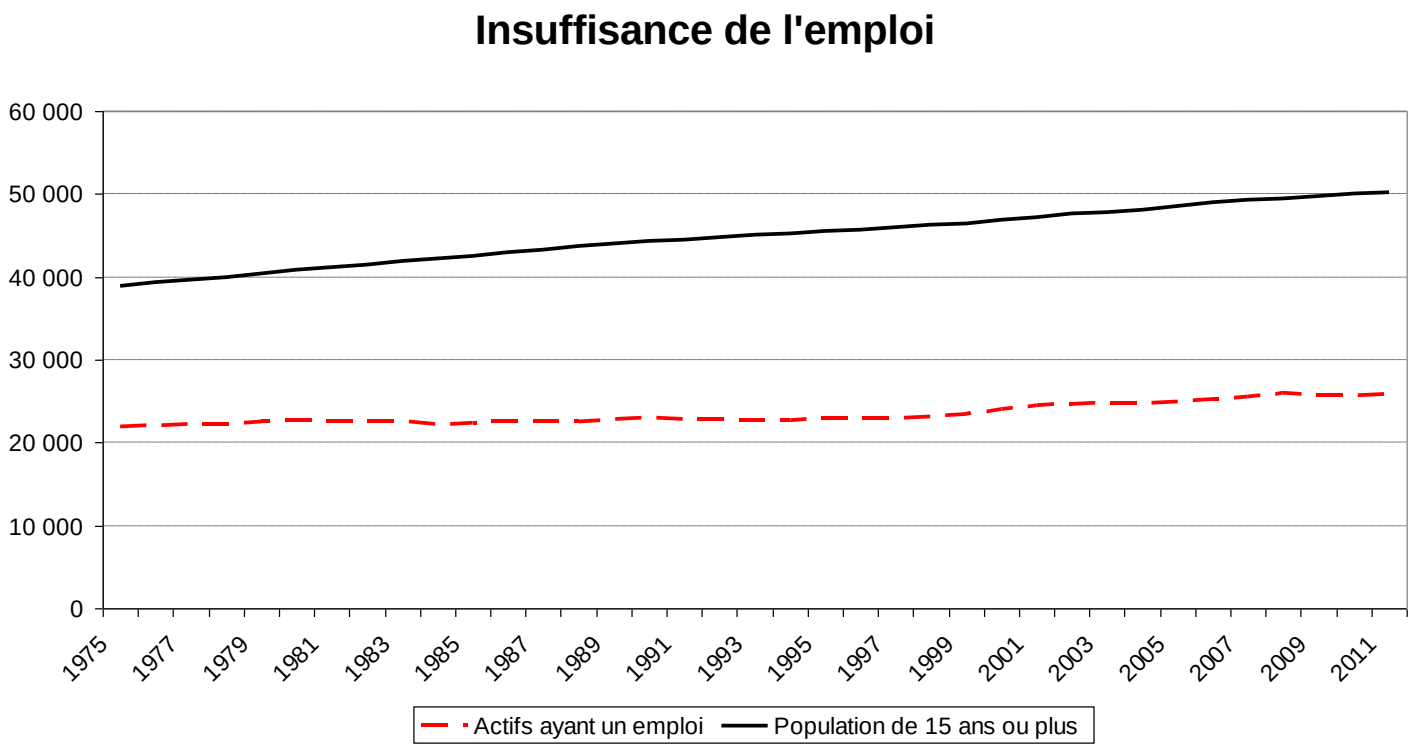
Conséquences ravageuses de la financiarisation pour l'économie, les salariés et la condition sociale

- Pression permanente sur le travail pour augmenter la rentabilité financière immédiate
  - Hausse la productivité du travail
  - Pression sur les salaires et conditions de travail
- Recul de l'industrie
- Faiblesse de l'investissement productif surtout dans la recherche et la formation
- Perte des recettes pour l'État et la Sécurité sociale

Quelles conséquences? (1)

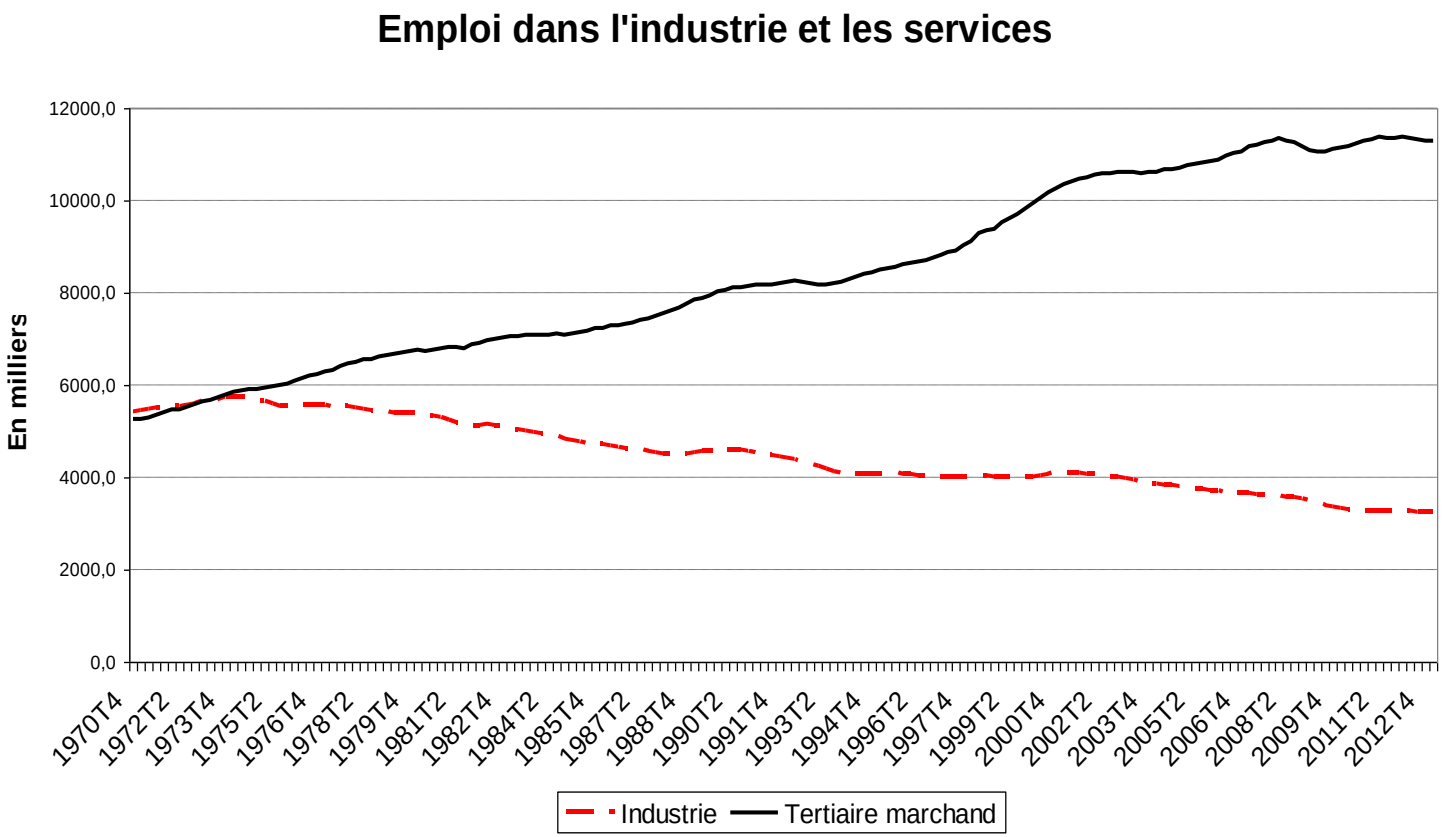
- Insuffisance de l’emploi
- Recul de l’emploi industriel
- Développement de la précarité
- Chômage massif

L’emploi augmente peu



Source: Cgt, pôle économique, à partir de l’Insee, comptes nationaux.

L’emploi industriel ne cesse de reculer



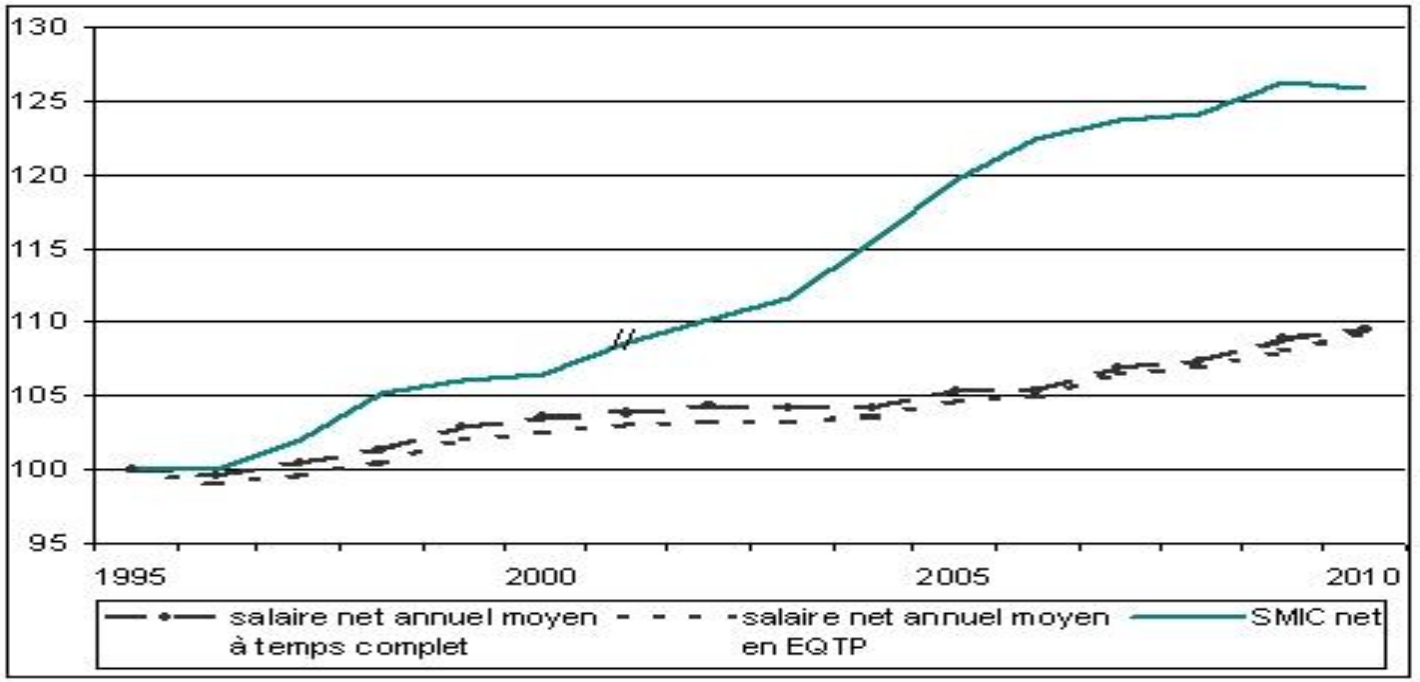
Source: Cgt, pôle économique, à partir de l’Insee, comptes nationaux.

Quelles conséquences? (2)

- Insuffisance des salaires
- Insuffisance des pensions de retraite et de minima sociaux
- Développement de la pauvreté
- Hausse des inégalités sociales

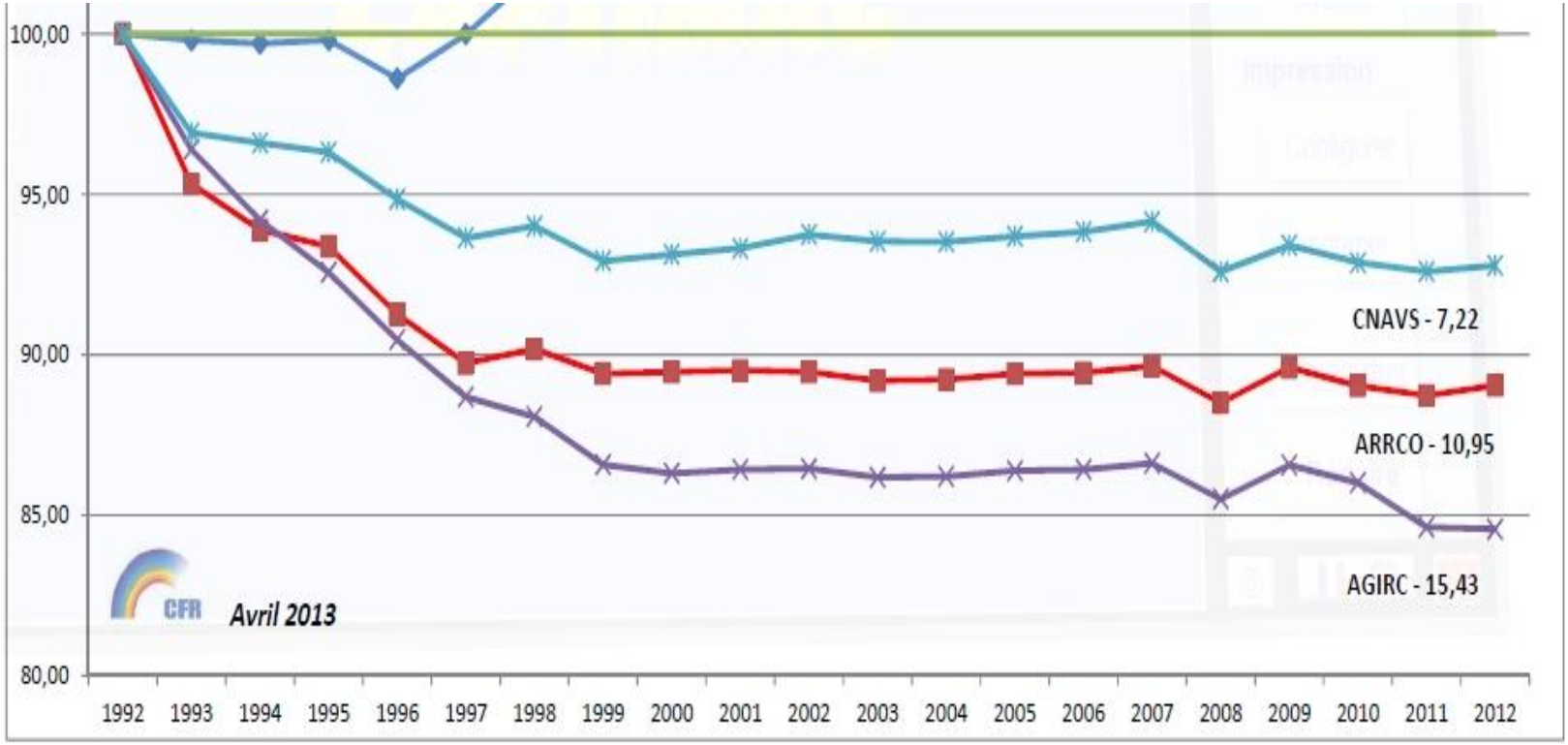
Stagnation des salaires : +0,6 % en moyenne par an depuis 1995

Figure 1-B : Évolution du salaire annuel net moyen et du Smic annuel net
Période 1995 à 2010 (en euros constants base 100 en 1995)



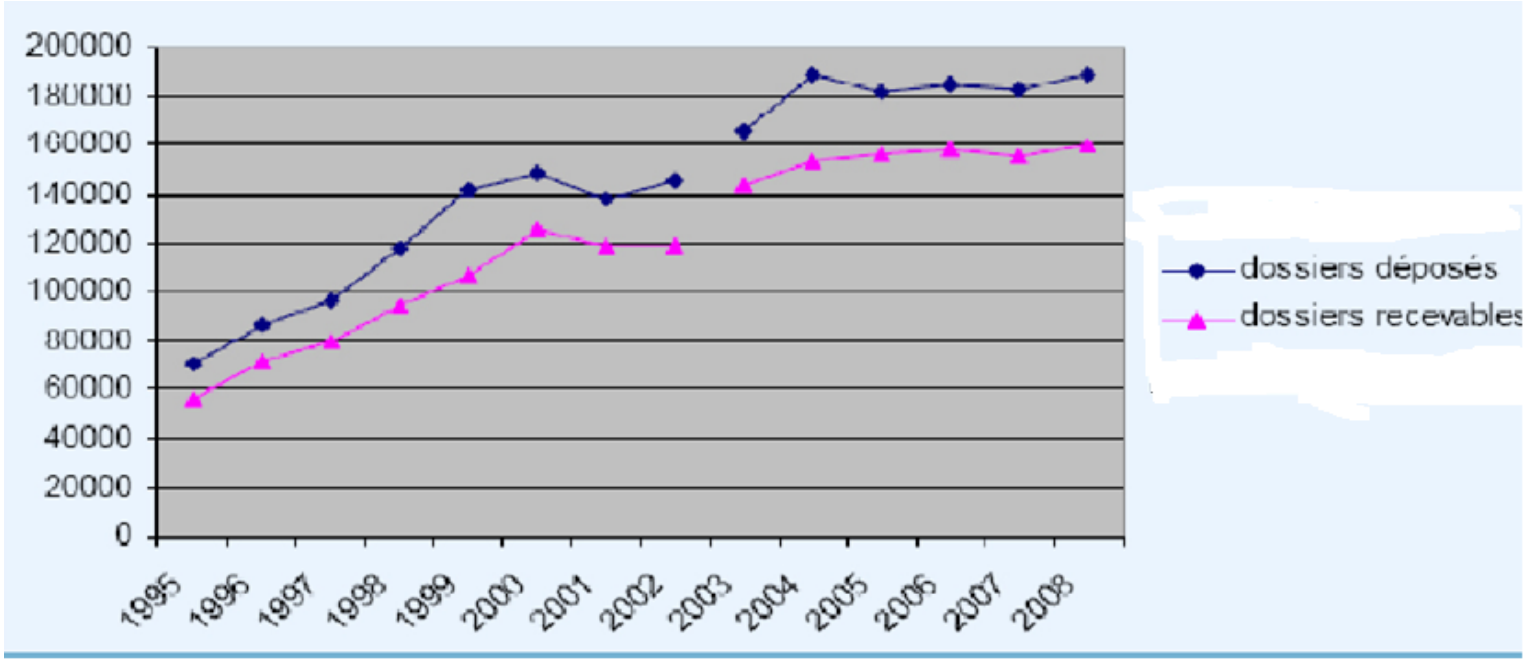
Source: Insee, Séries longues sur les salaires.

La désindexation des pensions et la perte du pouvoir d'achat des retraités



Source: Confédération des retraités

Des ménages de plus en plus surendettés



Source: Banque de France

Un Français sur sept est pauvre, la pauvreté et les inégalités augmentent

- **Le seuil de pauvreté monétaire** (60 % du niveau de vie de la moitié de la population) est de **977 euros par mois** en 2011
  - **8,7 millions de personnes vivent avec moins de 977 euros par mois**
  - **La moitié d'entre elles vivent avec moins de 790 euros par mois**
- **La pauvreté concerne 14,3 % de la population**, contre 14% en 2010.
- La pauvreté progresse surtout parmi les chômeurs et les jeunes âgés de 18 à 29 ans
- En une décennie la fortune totale des 500 Français les plus riches a plus que quadruplé, alors que le produit intérieur brut (PIB), lui, n'a que doublé.

1/10ème de la richesse est concentré entre les mains de 1/100000ème de la population.

Presque 9 millions de pauvres en France

Indicateurs de pauvreté

	2008	2009	2010	2010*	2011*
Seuil à 60 % de la médiane					
Nombre de personnes pauvres (en milliers)	7 836	8 173	8 617	8 520	8 729
Taux de pauvreté (en %)	13,0	13,5	14,1	14,0	14,3
Seuil de pauvreté (euros 2011/mois)	985	989	984	978	977
Niveau de vie médian des personnes pauvres (euros 2011/mois)	803	801	798	792	790
Intensité de la pauvreté (en %)	18,5	19,0	18,9	19,0	19,1

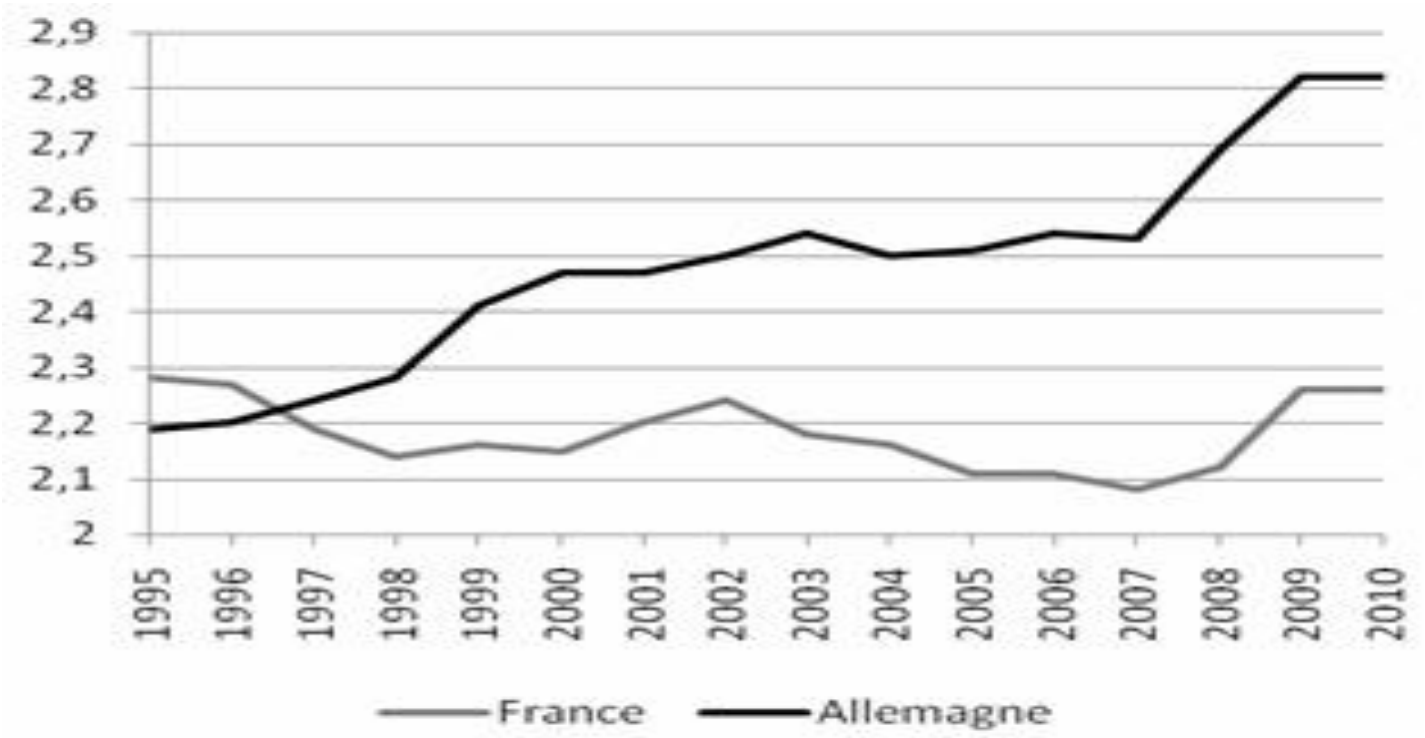
En 2011, le revenu de la moitié des Français était inférieur à 1630 euros par mois. C'est le revenu médian. Selon la Commission européenne, sont pauvres ceux qui gagnent moins de 60% du revenu médiane.

Source: Insee Première N°1464 - septembre 2013.

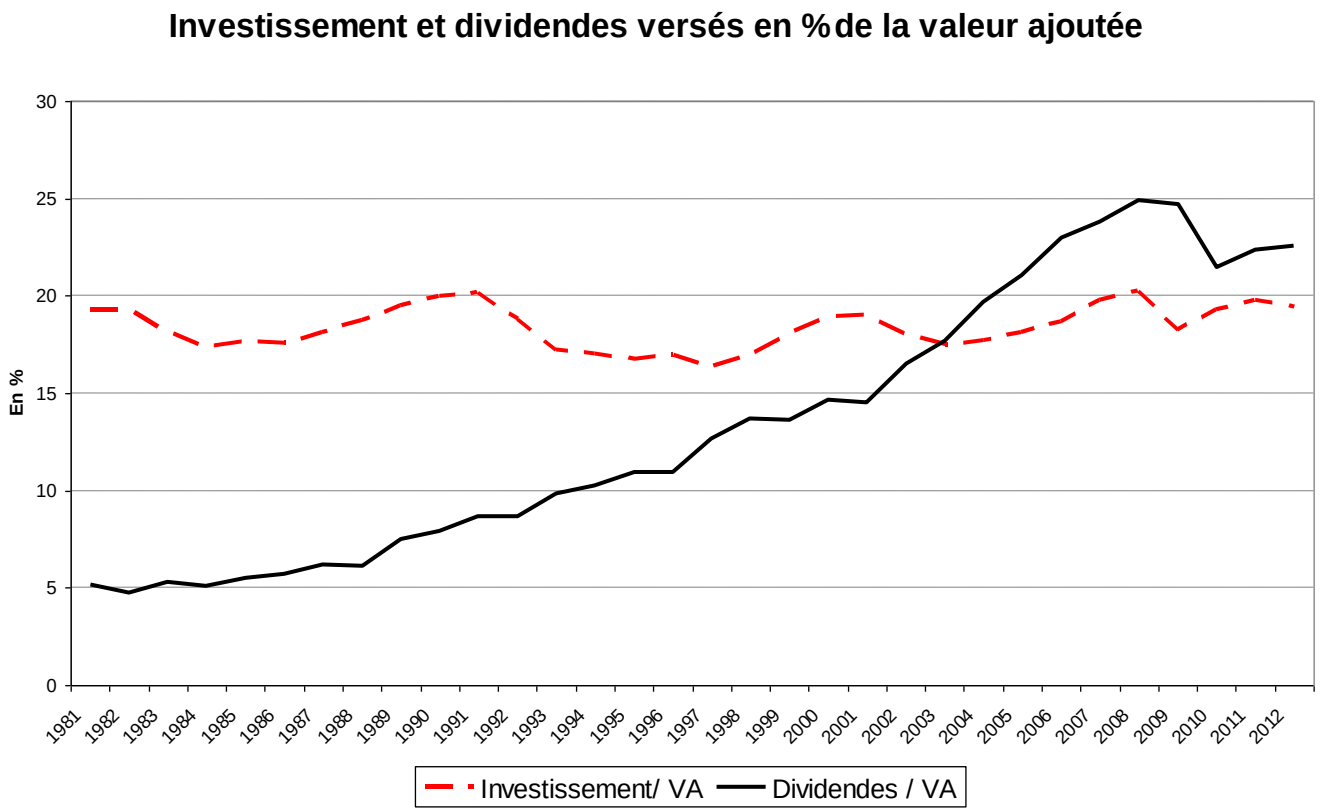
Quelles conséquences? (3)

- Insuffisance de l’investissement productif
  - Dans la recherche et la formation
  - Dans les équipements

Dépenses de R&D en % du PIB

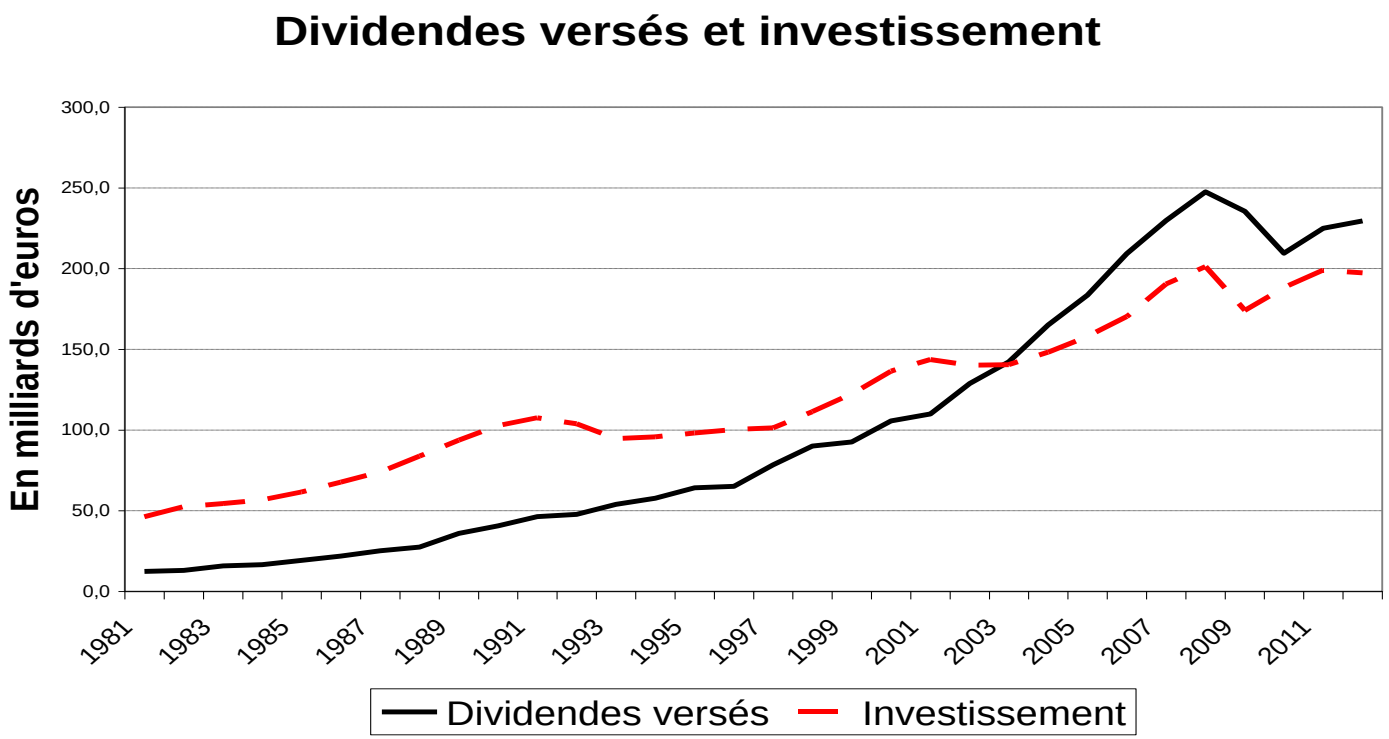


Contrairement à ce que prétendent les libéraux et le patronat, la hausse du taux de marge ne conduit pas nécessairement à la hausse du taux d'investissement



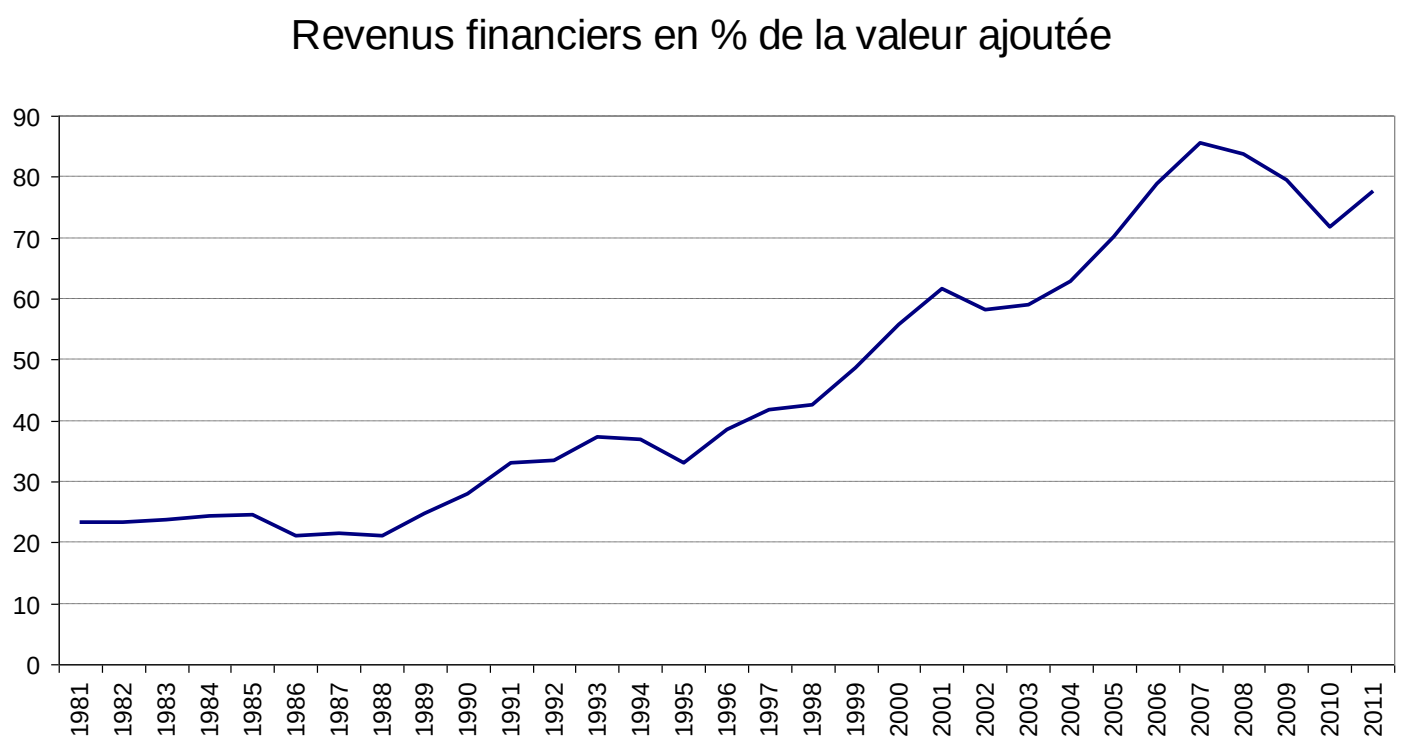
Source: Cgt, Pôle économique, à partir de l'Insee, comptes nationaux.

Depuis dix ans déjà, les dividendes versés aux actionnaires sont plus élevés que les investissements



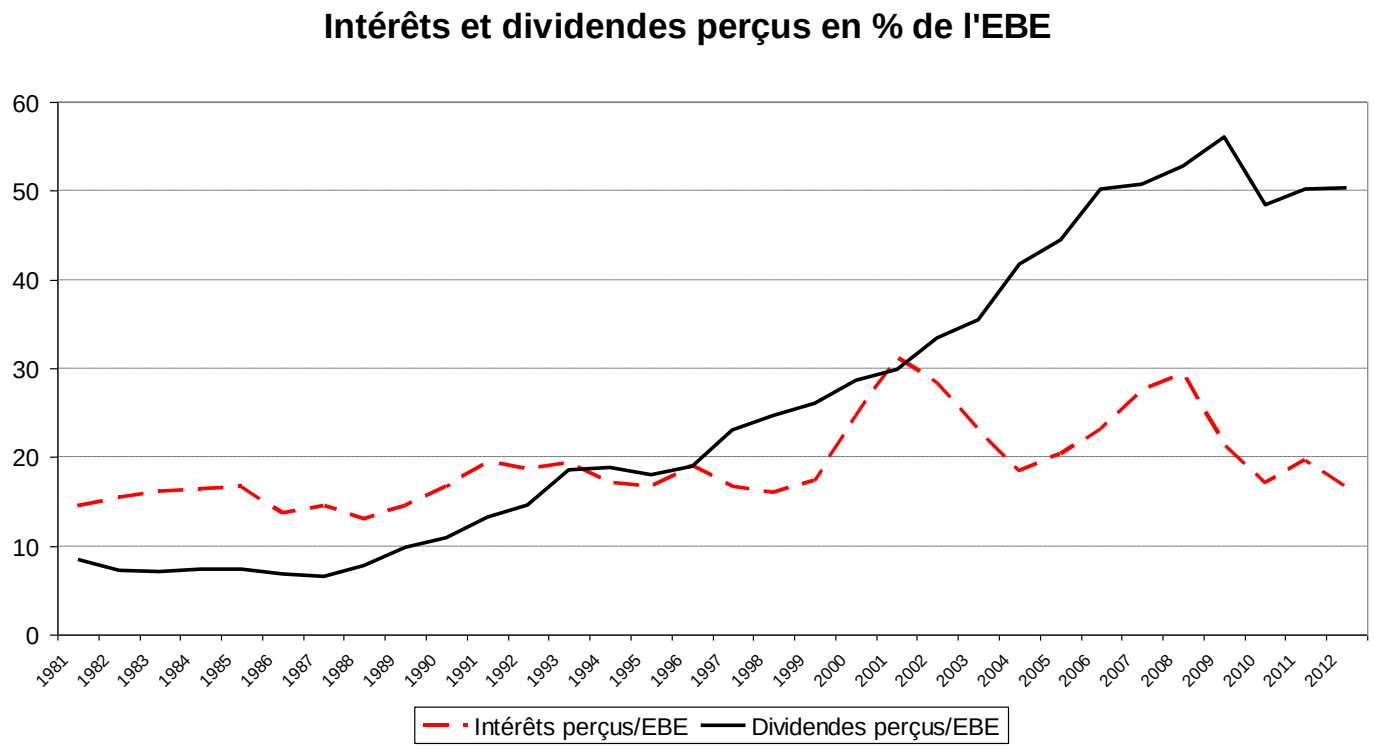
Source: Cgt, pôle économique à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

Les entreprises préfèrent placer l'argent plutôt qu'investir



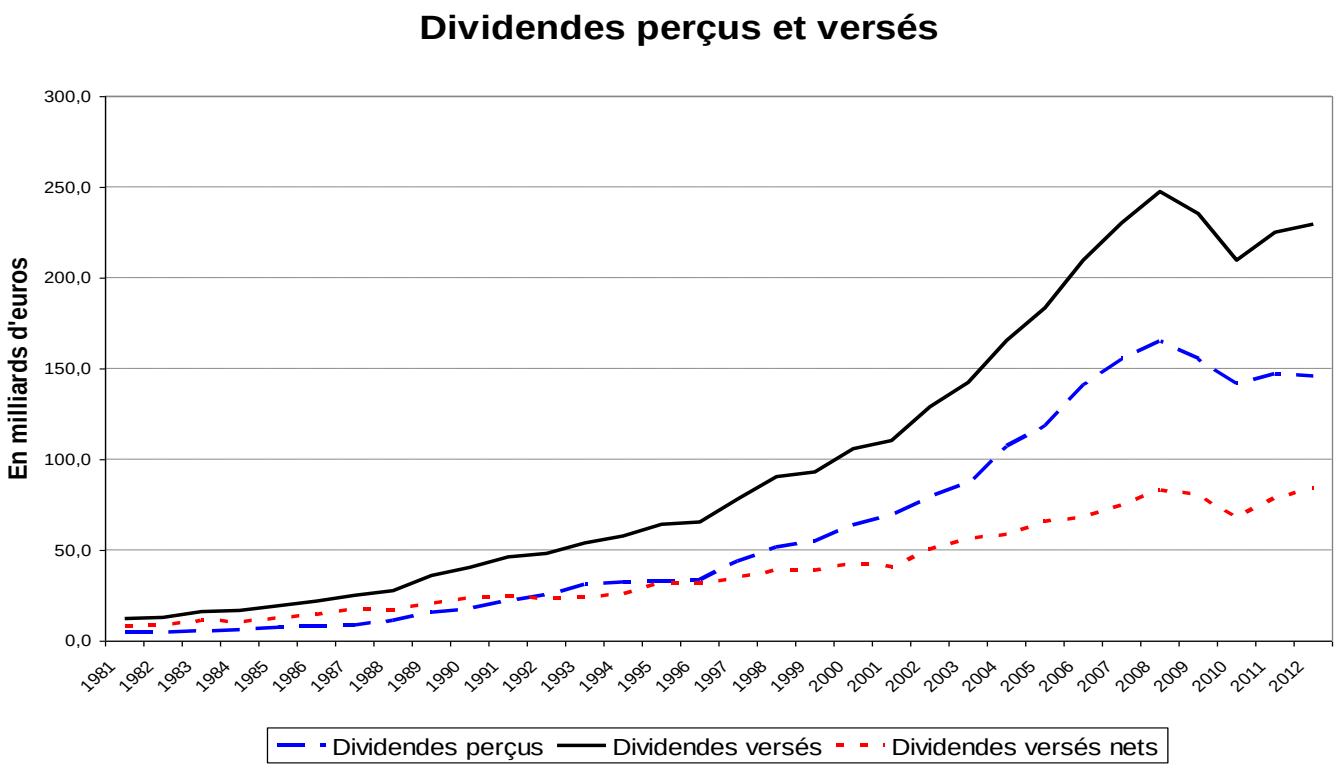
Source: Cgt, Pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

Les entreprises gagnent davantage dans la finance que dans les activités productives



Source: Cgt, pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

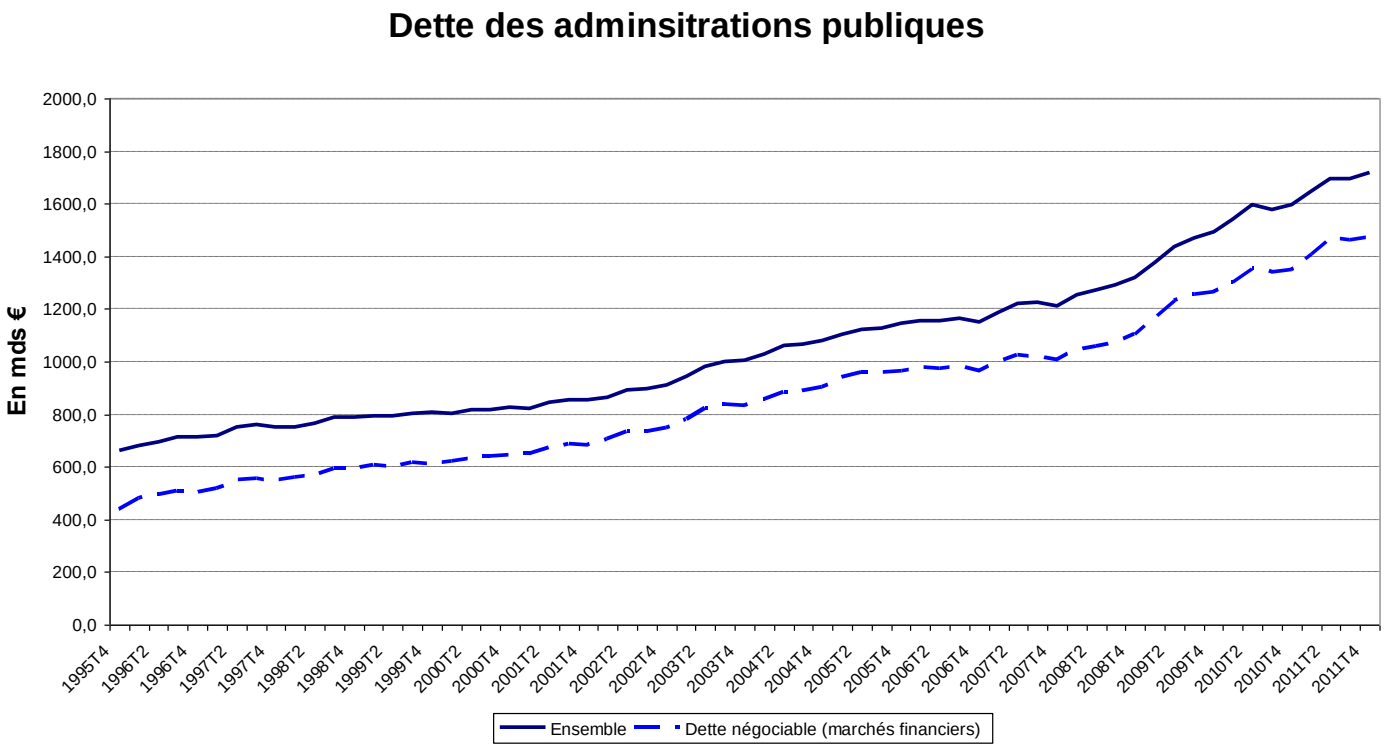
La hausse des dividendes perçus est une anomalie, un signe de la financiarisation



Source: Cgt, Pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

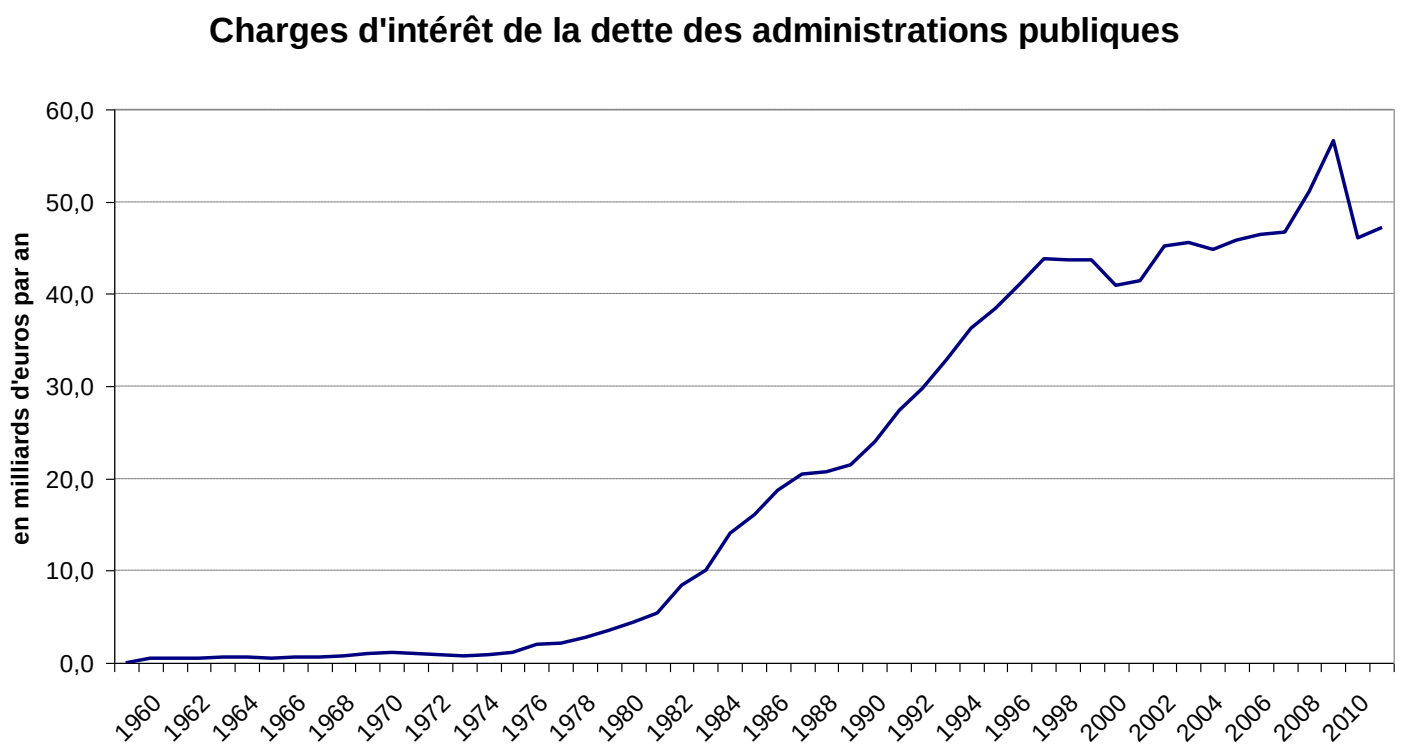
Quelles conséquences? (4)

- Déficit du budget de l'État
- Déficit de la Sécurité sociale
- Hausse de la dette publique et de ses charges d'intérêt
- Un surendettement des communes
- Déficit du commerce extérieur

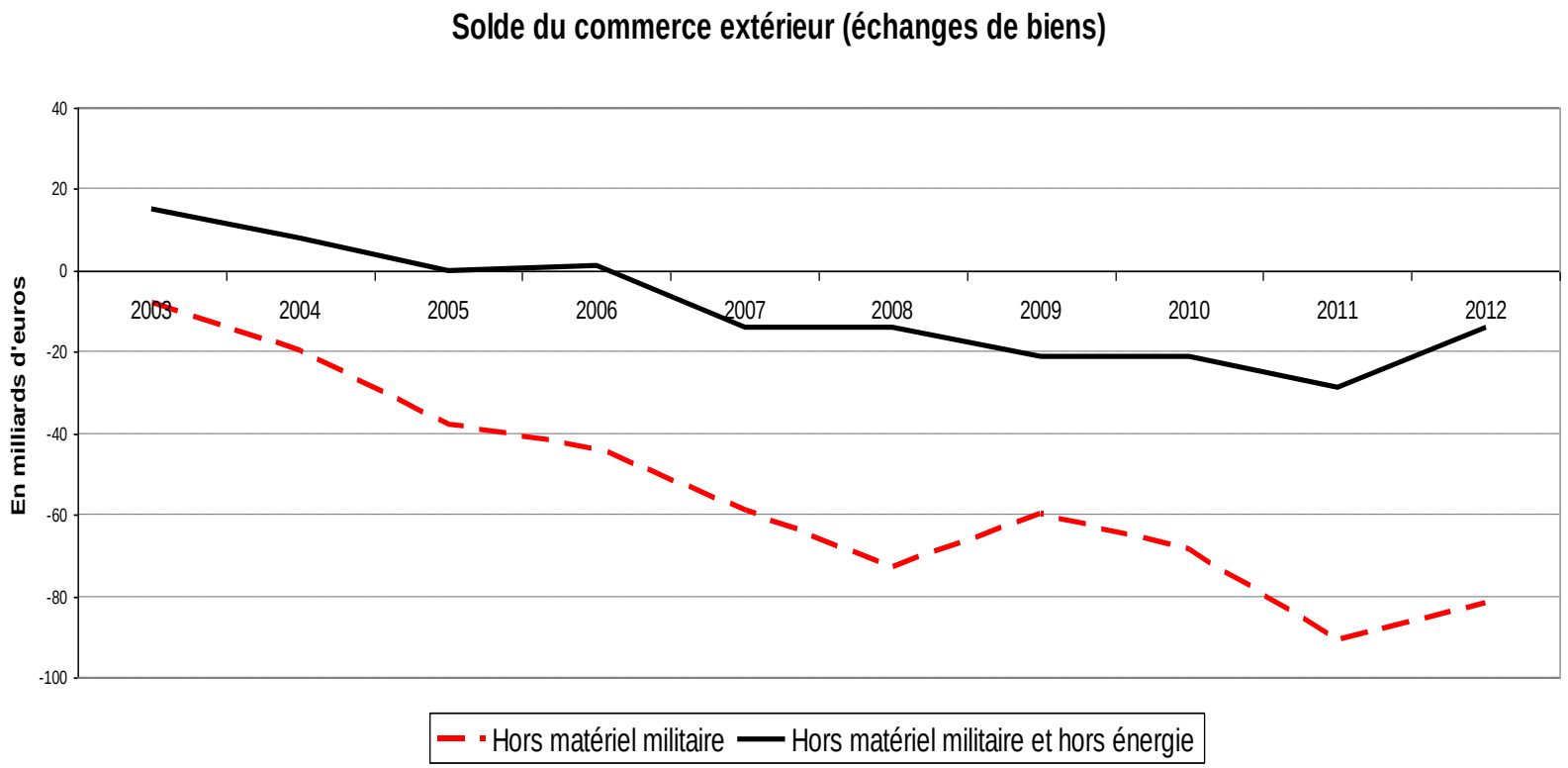


Source: Cgt, Pôle économique, à partir des lois de Finances.

520 milliards € payés en dix ans pour les charges d'intérêt de la dette publique, c'est autant d'argent de moins pour les services publics



Source: Cgt, Pôle économique, d'après l'Insee, Comptes nationaux.



Source: Cgt, Pôle économique, d'après Ministère du commerce extérieur

- Deuxième point

Quelles conclusions pour notre stratégie syndicale?

- Rappel: le capitalisme financiarisé alourdit, aux bénéfices du capital, les prélèvements sur les richesses créées par les travailleurs
- Par là même, il conduit à la crise systémique en cours
- Pour sortir de cette crise, il faut:
  - valoriser le travail
  - dévaloriser le capital

    (rappel: la création de la Sécurité sociale a été un moyen de dévaloriser le capital)
  - établir un autre partage des richesses aux bénéfices du travail
  - Établir un nouveau mode de développent économique et social, un nouveau mode de développement pour le progrès social
- Maîtriser le coût du capital est indispensable pour y parvenir
  - Cela implique de porter le débat sur ce qui handicape l'économie: le coût du capital
  - C'est ce que veut faire la Cgt en lançant la campagne coût du capital

Trois problèmes à résoudre pour sortir le crise systémique

- Produire suffisamment de richesses pour répondre aux besoins
  - Matérielles: biens et infrastructures, d'où l'importance du développement industriel
  - Immatérielles: services et notamment services publics de qualité: éducation, santé, recherche…)
    - Cf. la pauvreté en France
    - Cf. également les besoins dans le monde

- Améliorer les conditions de création des richesses
  - Pour les travailleurs
  - Pour l'environnement

- Établir un autre partage des richesses

D’où vient le problème? (1)

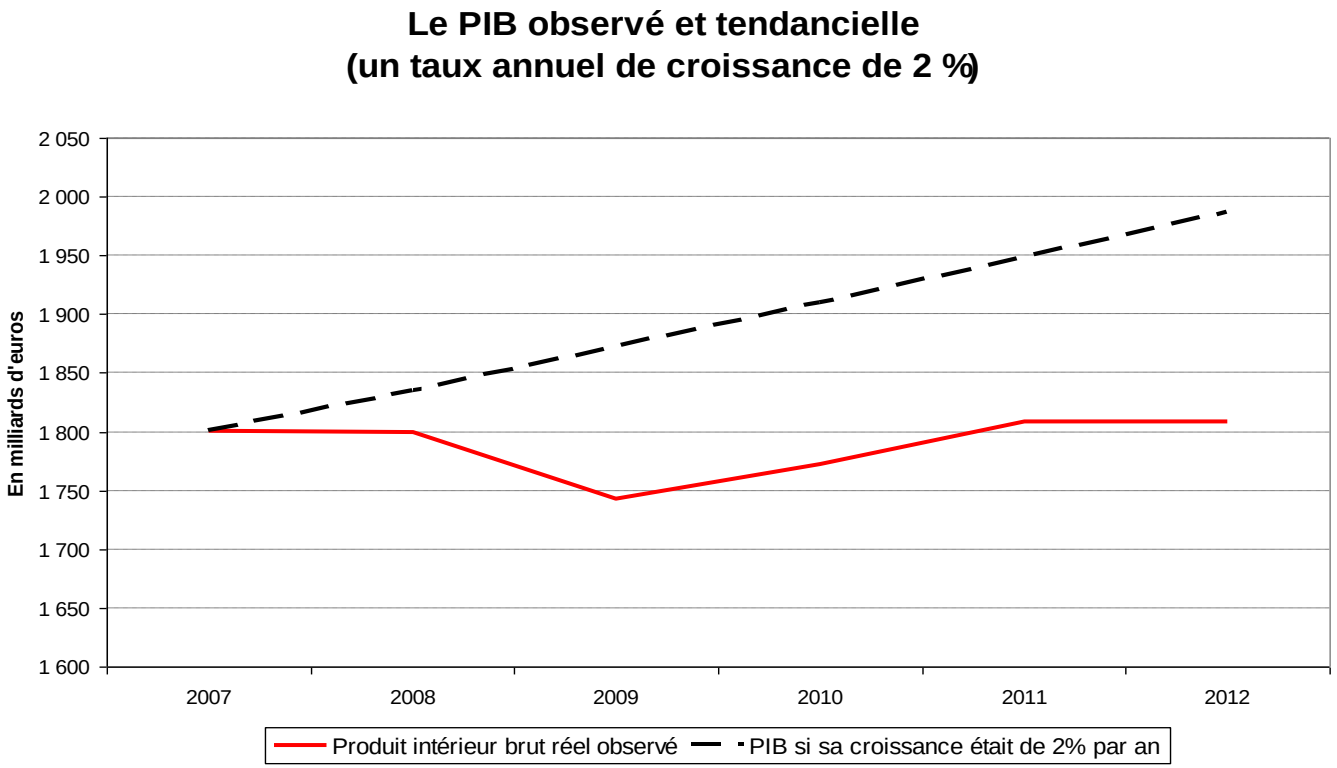
- Un mode de gestion des entreprises qui:
  - dévalorise le travail, le considère comme un coût qu’il faut réduire
  - favorise la rentabilité et la financiarisation de l’économie, particulièrement au détriment de l’industrie
- Des choix politiques et surtout de politique économique qui vont dans le même sens
- Il y a un va-et-vient entre les choix de gestion des entreprises et les choix politiques, y compris de politique économique
  - Cf. exonérations de cotisations sociales
- Le syndicalisme doit donc travailler sur ces deux dimensions

D’où vient le problème? (2)

- Une insuffisance des mécanismes démocratiques
  - Dans la cité
  - Dans l’entreprise (« démocratie sociale »)
- Se pose alors la question des droits d’intervention des salariés sur les choix des entreprises
  - Droits suspensifs pour les CE, CCE, Comités de groupe…
  - Rôle des administrateurs salariés…
  - Droits pour les salariés des petites entreprises…

Pour résoudre ces problèmes

- Établir un nouveau mode de développement économique et social, un nouveau mode de développement pour le progrès social, sur la base de deux principes majeurs:
  - Valoriser le travail
  - Respecter l'environnement
- Question clé:
  - Quelle est la finalité de l'activité économique?
  - Pour nous: Réponse aux besoins sociaux (présents et futurs)
- Pour répondre aux besoins, il faut produire, il faut de la croissance économique
- Rappel: hors effet prix, en 2012 le PIB de la France est au même niveau qu'en 2007



Source: CGT, Pôle économique, d'après Insee, comptes nationaux

Des enjeux majeurs pour un nouveau mode de développement (1)

- Que produire et comment
- Quelle est la nature des richesses:
  - Importance de la reconquête industrielle
  - Enjeux du développement des services publics de qualité
- Impératif de solidarités
  - Solidarité des générations
  - Solidarité des travailleurs
    - dans l'espace
    - dans le temps
  - Paix et désarmement

Des enjeux majeurs pour un nouveau mode de développement (2)

- La valorisation du travail est indispensable pour établir un nouveau mode de développement
- Valoriser le travail, ça veut dire:
  - Augmenter les salaires
  - Créer des emplois stables (cf. *sécurité sociale professionnelle*, *nouveau statut du travail salarié*)
  - Améliorer les conditions de travail
  - Assurer l'égalité femme-homme
  - Développer les droits sociaux, gagner de nouveaux droits
- Valoriser le travail, c'est aussi développer et renforcer le potentiel productif du pays (industrie articulée aux services de qualité) pour empêcher la dérive dans la financiarisation
- La campagne coût du capital s'inscrit dans la démarche globale de la Cgt pour valoriser le travail

Des enjeux majeurs pour un nouveau mode de développement (3)

- Nécessité d'une stratégie cohérente et une vision prospective
  - La cohérence des choix politiques
    - Politique industrielle
    - Politique de recherche-développement, de formation et qualification des salariés…
    - Politique énergétique
    - Politique budgétaire: fiscalité, dépenses et aides publiques…
    - Politique monétaire: rôle des banques, pôle financier public…
    - Politique de coopérations:
      - Europe
      - Monde
  - Droits sociaux
- Un Etat stratège et développeur

Question : a-t-on les moyens pour réaliser ces objectifs?

- Oui
- Il faut mobiliser autrement les moyens existants
- Cela implique de:
  - changer les choix stratégiques des entreprises
  - changer les choix politiques
- 3 exemples

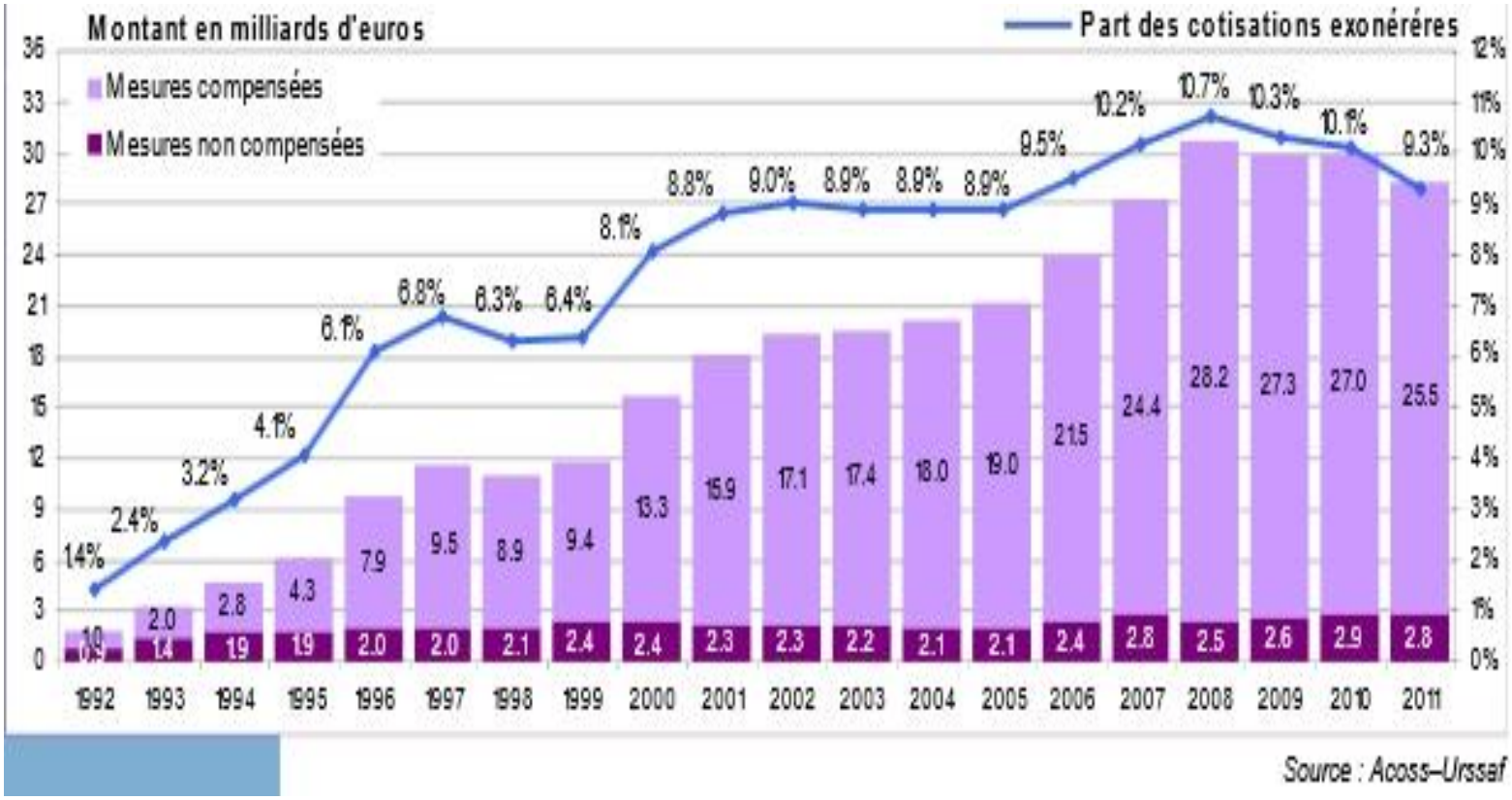
1) Mieux utiliser les milliards d'aides et d'exonérations accordés aux entreprises

- **172 Md€ (rapport 2010 de la Cour des comptes)**
  - **35 Md€ de « dépenses fiscales »**
    - taux réduits de TVA: 15 Md€ ;
    - dispositions concernant l'IS (impôt sur les sociétés) et l'IR (impôt sur le revenu pour les entreprises individuelles): 10 Md€ (dont le crédit impôt recherche)
    - réduction de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE): 3 Md€ ;
  - **71 Md€ de « modalités particulières de calcul de l'impôt »**
    - différents régimes d'intégration fiscale (régime des sociétés mères et filiales, intégration fiscale de droit commun): 55 Md€
    - la taxation au taux réduit des plus values à long terme provenant de cession de titres de participations dans les fonds commun de placements à risque (FCPR) et sociétés de capital risque (SCR): 8 Md€
  - **31 Md€ d'allègements et d'exonérations de cotisations sociales**
  - **26 Md€ d'exemptions d'assiette** (participation financière et actionnariat salarié, PERCO, chèques vacances et titres restaurant…)
  - **10 Md€ de dispositifs « non chiffrés »**

- Ces chiffres ont sans doute bougé depuis
  - Exemple, les exonérations Fillon ont légèrement baissé suite à la baisse de l'emploi dans la période de récession économique .
  - Ces exonérations étaient de 25,5 mds € en 2012
- Mais dans l'ensemble, l'ordre de grandeur reste le même
- En revanche, depuis, de nouveaux allégements et exonérations sont décidés à l'instar du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui va coûter chaque année 20 mds €

Exemples de gâchis de ces aides et exonérations

- Crédit impôt recherche (CIR)
  - Cf. rapport de la Cour des comptes (septembre 2013)
- Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)
  - Aucune contrepartie
  - Aucun contrôle
- Exonérations de cotisations sociales dites patronales: 26 mds € en 2011
- La lutte contre la fraude fiscale permettrait de récupérer entre 36 et 50 mds € selon un rapport du Sénat (rapport Eric Bocquet, 2012)



Source : Acoss–Urssaf

Questions posées pour mieux utiliser les aides et exonérations

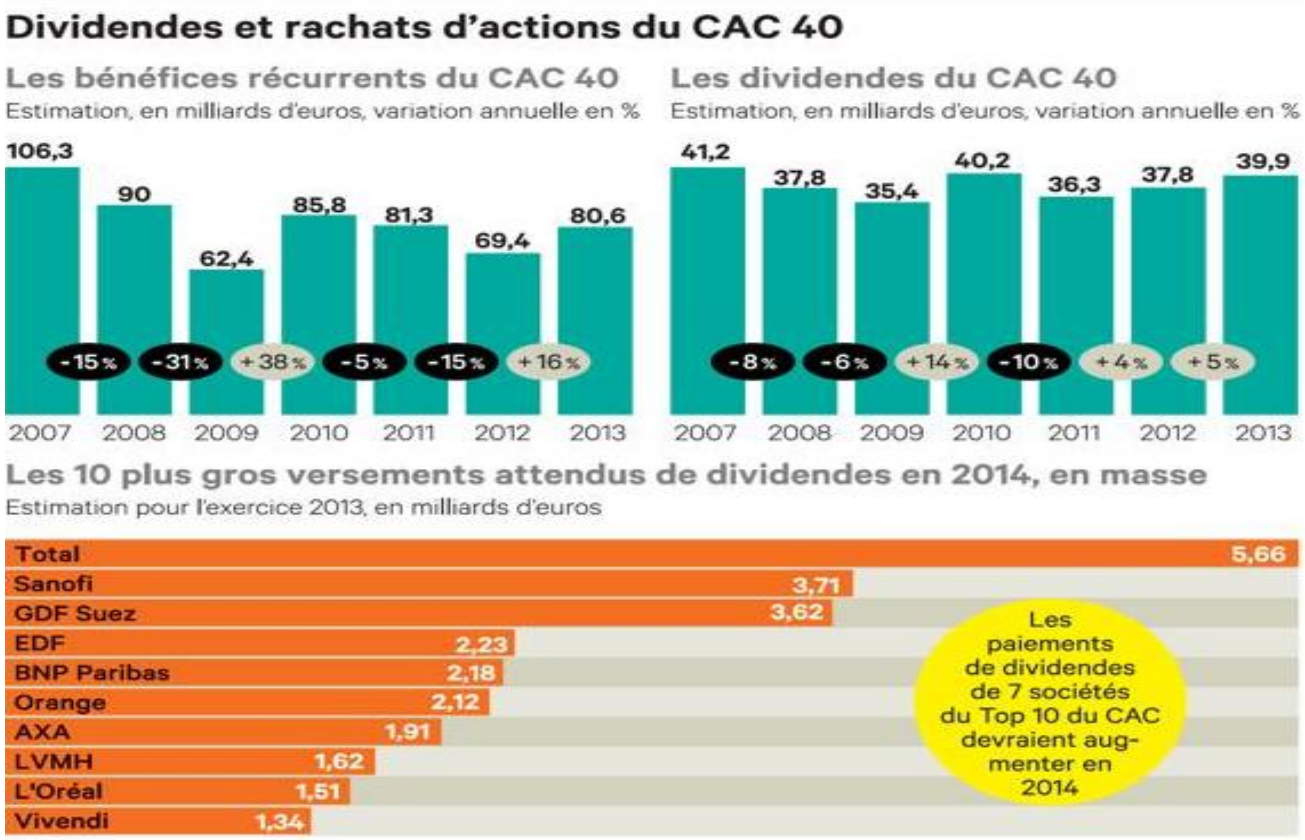
- Quelle place pour les salariés pour utiliser efficacement ces fonds?
    - Définition des objectifs
    - Contrôle de l'usage

- Quelle réforme fiscale?
  - Une véritable révision des politiques publiques au service des citoyens et non pour réduire les moyens des services publics
  - Ex: moyens pour lutter contre la fraude fiscale

2) Mettre à contribution les actionnaires

- Exemple: CAC 40 en 2012
  - 69 mds € de bénéfices
  - 38 mds € versés aux actionnaires
- En pleine crise, les dividendes distribués aux actionnaires augmentent par rapport à 2007 (cf. taux de distribution des bénéfices):
    - 2007: 37%
    - 2008: 44%
    - 2009: 62%
    - 2010: 48%
    - 2011: 43%
    - 2012: 54%

- Rappels:
  - Ces choix sont décidés dans l’entreprise
    - si les salariés avaient des droits d’intervention sur les choix stratégiques de l’entreprise:
    - on pourrait utiliser cet argent pour augmenter salaire, emploi et investissement au lieu de les donner aux actionnaires
  - Actuellement, le système fiscal:
    - favorise les entreprises qui distribuent des dividendes
    - une réforme de l’impôt est nécessaire pour:
      - pénaliser les entreprises qui versent des dividendes
      - Inciter les entreprises qui augmentent emploi, salaires, formation et investissement productif



Source: *Les Échos*, 13 septembre 2013.

3) Inciter les banques à accorder des crédits pour l'emploi et l'investissement productif

- Rappel: le système bancaire contribue actuellement à la financiarisation de l'économie
- Entre 2001 et 2012, on a les évolutions suivantes:
  - Crédits aux entreprises + 80%
  - Investissement + 40%
  - Emploi + 6%
  - Conclusion : une partie des crédits bancaires va vers les opérations purement financières, voire spéculatives
- Constat de la Banque de France: les banques disposent des liquidités mais n'augmentent pas les crédits
- Attention: la faute vient des directions et des actionnaires et non des salariés des banques

- Grâce à l’argent public, les banques améliorent leurs bénéfices
- Les directions des banques donnent, comme par le passé, la priorité aux opérations financières
- Résultat:
  - Retour des bénéfices, avec primes considérables pour les « traders »
  - Problèmes de financement des PME
  - Problèmes de financement des collectivités territoriales
- Cf. proposition Cgt d’un Pôle financier public

TABLEAUX RÉCAPITULATIF DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DES BANQUES FRANÇAISES

Banque	Produit net bancaire(*)	Variation par rapport à 2011	Bénéfice net(*)	Variation par rapport à 2011
BNP Paribas	39 072,0	-7,8 %	6 553,0	+8,3 %
Boursorama	201,5	-8,0 %	40,4	-7,0 %
BPCE	6 049,0	-3,6 %	2 150,0	-18,5 %
Crédit Agricole	16 315,0	-15,8 %	-6 470,0	-340 %
Dexia	-	-	-2 866,0	+306,1%
LCL	3 891,0	+1,8 %	663,0	-1,8 %
Natixis	6 452,0	-2,0 %	901,0	-42,0 %
RCI Banque	1 200,0	+4,2 %	490,0	-0,6 %
Société Générale	23 110,0	-10,3 %	774,0	-67,5 %

(*) En millions d'euros

Source: http://www.banketto.fr/banque-infos/banque-0003071.html

En guise de conclusion: Campagne Cgt du coût du capital

- Dans un contexte de de crise économique et sociale, la Cgt lance la campagne coût du capital pour:
  - porter le débat sur l'obstacle majeur qui s'oppose au développement de l'activité économique dans l'intérêt du monde du travail
  - peser dans le débat public
  - rendre accessibles aux salariés nos propositions
  - montrer qu'en maîtrisant le coût du capital on peut réunir les conditions pour:
    - augmenter les salaires
    - créer des emplois stables
    - assurer un haut niveau de retraite et de protection sociale
- Articulation avec les orientations de la Cgt et l'ensemble de nos revendications et propositions…

- Cadrage général:
  - Décisions du CCN
  - Conférence de presse du 18 novembre 2013
- Lancement de la campagne: porter le débat dans l'entreprise et dans la société
  - Initiatives
  - Saisine du Conseil national de l'information statistique (CNIS) pour élaborer un indice du coût du capital
  - Module de formation
  - Un colloque au printemps 2014 avec le concours des *économistes atterrés*
- Et la lutte continue…